

**Volet B****Copie à publier aux annexes au Moniteur belge  
après dépôt de l'acte au greffe**Réservé  
au  
Moniteur  
belge

\*19322426\*

Déposé  
20-06-2019

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 24/06/2019 - Annexes du Moniteur belge

N° d'entreprise : 0728706956

**Nom**(en entier) : **TRANSITION-S**

(en abrégé) :

Forme légale : Société à responsabilité limitée

Adresse complète du siège Clos Joseph Hanse 6  
: 1170 Watermael-Boitsfort**Objet de l'acte :** CONSTITUTION

D'une acte reçu le 20 juin 2019 par Maître Jean Tytgat, notaire à la résidence de Jemeppe-sur-Sambre (Spy), en cours d'enregistrement, il résulte que :

1. Monsieur **DELCHAMBRE Lionel** Marc, né à Etterbeek, le 26 juillet 1993, célibataire, domicilié à 1170 Watermael-Boitsfort, Clos Joseph Hanse, 6.

2. Madame **SZTALBERG Cécile** Simone, née à Watermael-Boitsfort, le 05 février 1962, épouse de Monsieur DELCHAMBRE Alain, domiciliée à 1170 Watermael-Boitsfort, Clos Joseph Hanse, 6. Ont requis le notaire Tytgat d'acter qu'ils constituent entre eux une Société à Responsabilité Limitée dénommée «**TRANSITION-S**», dont le siège sera établi à 1170 Watermael-Boitsfort (Bruxelles), Clos Joseph Hanse, 6, aux capitaux propres de départ de dix mille euros (10.000 €).

Monsieur DELCHAMBRE Lionel déclare agir en qualité de fondateur de la société, tandis que Madame SZTALBERG Cécile agit en qualité de simple souscripteur.

Monsieur DELCHAMBRE Lionel, en sa qualité de fondateur a remis au notaire le plan financier dans lequel les capitaux propres de départ de la société se trouvent justifiés.

Il déclare que le notaire a attiré son attention sur la responsabilité des fondateurs en cas de faillite de la société dans les trois ans de sa constitution, si les capitaux propres de départ sont manifestement insuffisants pour mener l'activité projetée.

Les comparants déclarent souscrire les cent (100) actions en espèces, au prix de cent euros chacune, comme suit :

- Par Monsieur DELCHAMBRE Lionel : (70) septante actions avec droit de vote et droit à dividende

- Par SZTALBERG Cécile : (30) trente actions avec droit de vote et sans droit à dividende

Soit ensemble : (100) cent actions.

Les actions souscrites par Madame SZTALBERG Cécile sont intégralement libérées.

Celles souscrites par Monsieur DELCHAMBRE Lionel sont libérées à concurrence de cinq cents euros (500 €).

Après vérification, le notaire atteste que les apports sont libérés à concurrence d'un total de trois mille cinq cents euros, soit cinq cents euros par Monsieur DELCHAMBRE Lionel et trois mille euros par Madame SZTALBERG Cécile.

Les trois mille cinq cents euros libérés ont été déposés sur un compte spécial ouvert au nom de la société en formation auprès de la banque TRIODOS.

La société a par conséquent et dès à présent à sa disposition une somme de trois mille cinq cents euros.

Une attestation de l'organisme dépositaire demeurera au dossier de constitution.

Les comparants Nous ont ensuite déclaré arrêter comme suit les statuts de la société.

**STATUTS****Titre I : Forme légale – Dénomination – Siège – Ojbet - Durée****Article 1- Nom et Forme**

La société revêt la forme de Société à Responsabilité Limitée.

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

**Au recto** : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers

**Au verso** : Nom et signature (pas applicable aux actes de type "Mention").

Elle est dénommée « **TRANSITION-S** ».

La dénomination sera précédée ou suivie du sigle SRL.

Le nom de domaine est : [www.transition.be](http://www.transition.be) et l'adresse courriel : [Lionel.delchambre@outlook.com](mailto:Lionel.delchambre@outlook.com)

## Article 2 - Siège

Le siège est établi en Région bruxelloise.

La société peut établir, par simple décision de l'organe d'administration, des sièges administratifs, agences, ateliers, dépôts et succursales, tant en Belgique qu'à l'étranger.

La société peut, par simple décision de l'organe d'administration, établir ou supprimer des sièges d'exploitation, pour autant que cette décision n'entraîne pas de changement en matière de régime linguistique applicable à la société.

## Article 3 – Objet

La société a pour objet, en Belgique ou à l'étranger, pour son compte ou pour compte de tiers ou en participation avec ceux-ci, le consulting au sens le plus large et notamment tout ce qui est visé au Code Nace 70.220 – « Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion ».

La société aura en outre pour objet le conseil en communication, le management de projets et stratégies, la commercialisation de produits et services à valeur ajoutée environnementale ou sociale, aux marchés du carbone, en matière de solutions relatives aux énergies renouvelables, en matière de production, fourniture et stockage d'énergie, de recyclage et de gestion des déchets, industriels ou privés.

La société pourra promouvoir, dispenser ou effectuer toutes recherches, conseils, audits et gestion de projets de développement durable, environnementaux, d'énergie, de recyclage, aux marchés du carbone, en ce compris notamment, l'assistance et l'aide à l'expertise pour toute organisation ou encore de procurer des aides financières et/ou matérielles à des organisations partenaires ou clientes, toute personne privée ou publiques;

La société aura également pour objet la consultance, l'audit, le management, la gestion, la distribution, la conservation et la promotion de tout ce qui concerne la matière des brevets, licences, et à la propriété intellectuelle au sens le plus large et notamment pour tout ce qui a trait aux projets et stratégies, à la modélisation, à la commercialisation de produits et services à valeur ajoutée environnementale ou sociale, en matière de solutions relatives aux énergies renouvelables, en matière de production, fourniture et stockage d'énergie, de recyclage et de gestion des déchets, industriels ou privés, aux marchés du carbone.

La société aura encore pour objet le conseil auprès d'entreprises, d'administrations publiques et tous organismes ou associations tant publics que privés, toute personne publique ou privée, organisations non gouvernementales, comportant le conseil dans la modélisation, la gestion et la formation, la réalisation d'études stratégiques, l'étude de projets et leur mise en place ;

La société aura également pour objet :

- le conseil au sens le plus large pour tout ce qui concerne la modélisation du flux des déchets, l'analyse d'économies circulaires et l'énergie, en particulier pour tout ce qui concerne la mise en œuvre et la réalisation de projets photovoltaïques et éoliens;
- Toute prise de participation dans des entreprises de toute nature, tant au niveau de leur gestion qu'au niveau de leur financement, en vue d'en organiser le fonctionnement ou l'organisation, pour en accroître la rentabilité, ainsi que pour y exercer tous mandats y compris d'administration;
- La prestation de conseils et d'assistance tant au point de vue technique qu'administratif et commercial à toutes sociétés et entreprises, pour tout ce qui concerne le secteur de l'énergie, du recyclage, de l'environnement, des marchés du carbone ;
- Pour compte propre, l'achat, la vente, la location, la construction, la rénovation, la gestion, la mise en location d'immeubles ;
- La préparation, la rédaction et la conclusion en tant que mandataire ou pour compte propre, de tous marchés de travaux publics ou privés ou de fourniture et faire toutes opérations se rattachant à ces objets ;
- Toute activité informatique de gestion, de conseils, de conception et d'assistance tant au point de vue technique qu'administratif et commercial à toutes sociétés et entreprises, pour tout ce qui concerne les secteurs ci-avant décrits;
- Toute activité informatique de gestion, de conseils, de conception et d'assistance tant au point de vue technique qu'administratif et commercial à toutes sociétés et entreprises.

La société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet.

Elle peut s'intéresser par toutes voies, dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise, à lui procurer des matières premières ou à faciliter l'écoulement de ses produits.

La société a également pour objet l'achat et la vente de toutes valeurs mobilières et plus principalement d'actions, obligations ou titres généralement quelconques, cotés ou non en bourse, la prise de participation, directe ou indirecte, financière dans des sociétés de droit belge ou étranger.

La société peut prêter ou emprunter avec ou sans garantie, à toutes sociétés du groupe ou autre, elle peut participer à la création et/ou au développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours y compris à titre de consultant en toutes matières relatives à la gestion d'entreprises. D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation.

Elle peut exercer les fonctions d'administrateur ou de liquidateur, ou accepter tous autres mandats au sein de toutes sociétés ou entreprises.

L'ensemble des activités qui précèdent pourra être réalisé par la société sous réserve de l'obtention des autorisations, agréments ou accès à la profession éventuellement requis.

L'organe d'administration a la compétence pour interpréter l'objet social.

Au cas où la prestation de certains actes serait soumise à des conditions préalables d'accès à la profession ou d'agrément, la société subordonnera son action, en ce qui concerne la prestation de ces actes, à la réalisation de ces conditions.

#### **Article 4 - Durée**

La société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modification des statuts.

#### **Titre II : Capitaux propres et apports**

##### **Article 5 – Apports**

En rémunération des apports, cent (100) actions ont été émises comme suit :

Les actions sont réparties en :

- (70) septante actions de classe A, avec droit de vote, et avec droits aux dividendes
- (30) trente actions de classe B, avec droit de vote et sans droit aux dividendes ;

##### **Article 6 – Appels de fonds**

Les actions pourront être libérées à leur émission ou ultérieurement.

En cas d'actionnaire unique-administrateur, ce dernier détermine librement, au fur et à mesure

des besoins de la société et aux époques qu'il jugera utiles, les versements ultérieurs à effectuer par lui sur les actions souscrites en espèces et non entièrement libérées.

##### **Article 7 – Apports en numéraire avec émission de nouvelles actions – Droit de préférence**

Les actions nouvelles à souscrire en numéraire doivent être offertes par préférence aux actionnaires existants, proportionnellement au nombre d'actions qu'ils détiennent.

Le droit de souscription préférentielle peut être exercé pendant un délai d'au moins quinze jours à dater de l'ouverture de la souscription.

L'ouverture de la souscription avec droit de préférence ainsi que son délai d'exercice sont fixés par l'organe qui procède à l'émission et sont portés à la connaissance des actionnaires par courrier électronique, ou, pour les personnes dont elle ne dispose pas d'une adresse électronique, par courrier ordinaire, à envoyer le même jour que les communications électroniques. Si ce droit n'a pas entièrement été exercé, les actions restantes sont offertes conformément aux alinéas précédents par priorité aux actionnaires ayant déjà exercé la totalité de leur droit de préférence. Il sera procédé de cette manière, selon les modalités arrêtées par la gérance, jusqu'à ce que l'émission soit entièrement souscrite ou que plus aucun actionnaire ne se prévale de cette faculté.

#### **Titre III. TITRES**

##### **Article 8 – Nature des actions**

Toutes les actions sont nominatives, elles portent un numéro d'ordre.

Elles sont inscrites dans le registre des actions nominatives; ce registre contiendra les mentions requises par le Code des sociétés et des associations. Les titulaires d'actions peuvent prendre connaissance de ce registre relatif à leurs titres.

Le registre des actions sera tenu en la forme électronique.

En cas de démembrement du droit de propriété d'une action en nue-propriété et usufruit, l'usufruitier et le nu-propriétaire sont inscrits séparément dans le registre des actions nominatives, avec indication de leurs droits respectifs.

Les cessions n'ont d'effet vis-à-vis de la société et des tiers qu'à dater de leur inscription dans le registre des actions. Des certificats constatant ces inscriptions sont délivrés aux titulaires des titres.

Vote par l'usufruitier.

Conformément à l'article 5 :22 CSA, en cas de démembrement du droit de propriété d'une action, les droits y afférents sont exercés par l'usufruitier.

##### **Article 9 – Cession d'actions**

###### **§ 1. Cession libre**

Les actions peuvent être cédées entre vifs ou transmises pour cause de mort, sans agrément, à un actionnaire, au conjoint du cédant ou du testateur, aux ascendants ou descendants en ligne directe des actionnaires.

## § 2. Cessions soumises à agrément.

Tout actionnaire qui voudra céder ses actions entre vifs à une personne autre que celles visées à l'alinéa précédent devra, à peine de nullité, obtenir l'agrément de la moitié au moins des actionnaires, possédant les trois quarts au moins des actions, déduction faite des actions dont la cession est proposée.

A cette fin, il devra adresser à l'organe d'administration, sous pli recommandé ou par e-mail à l'adresse électronique de la société, une demande indiquant les noms, prénoms, professions, domiciles du ou des cessionnaires proposés ainsi que le nombre de actions dont la cession est envisagée et le prix offert.

Dans les huit jours de la réception de cette lettre, la gérance en transmet la teneur, par pli recommandé, à chacun des actionnaires, en leur demandant une réponse affirmative ou négative par un écrit adressé dans un délai de quinze jours et en signalant que ceux qui s'abstiendraient de donner leur avis seraient considérés comme donnant leur agrément. Cette réponse devra être envoyée par pli recommandé.

Dans la huitaine de l'expiration du délai de réponse, l'organe d'administration notifie au cédant le sort réservé à sa demande.

Les héritiers et légataires qui ne deviendraient pas de plein droit actionnaires aux termes des présents statuts seront tenus de solliciter, selon les mêmes formalités, l'agrément des actionnaires.

Le refus d'agrément d'une cession entre vifs est sans recours. Néanmoins, l'actionnaire voulant céder tout ou partie de ses actions pourra exiger des opposants qu'elles lui soient rachetées au prix mentionné par lui dans sa notification initiale ou, en cas de contestation de ce prix, au prix fixé par un expert choisi de commun accord ou, à défaut d'accord sur ce choix, par le président du tribunal de l'entreprise statuant comme en référé à la requête de la partie la plus diligente, tous les frais de procédure et d'expertise étant pour moitié à charge du cédant et pour moitié à charge du ou des acquéreurs, proportionnellement au nombre d'actions acquises s'ils sont plusieurs. Il en ira de même en cas de refus d'agrément d'un héritier ou d'un légataire. Dans l'un et l'autre cas, le paiement devra intervenir dans les six mois du refus.

Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas de cessions entre vifs, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit, tant volontaires que forcées (cas de l'exclusion et du retrait d'un actionnaire), tant en usufruit qu'en nue-propriété ou pleine propriété, qui portent sur des actions ou tous autres titres donnant droit à l'acquisition d'actions.

Par dérogation à ce qui précède, au cas où la société ne compterait plus qu'un actionnaire, celui-ci sera libre de céder tout ou partie de ses actions librement.

## **Titre IV. ADMINISTRATION - CONTROLE**

### **Article 10 – Organe d'administration**

La société est administrée par un ou plusieurs administrateurs, personnes physiques ou morales, actionnaires ou non, nommés avec ou sans limitation de durée et pouvant, s'ils sont nommés dans les statuts, avoir la qualité d'administrateur statutaire.

L'assemblée qui nomme le ou les administrateur(s) fixe leur nombre, la durée de leur mandat et, en cas de pluralité, leurs pouvoirs.

A défaut d'indication de durée, le mandat sera censé conféré sans limitation de durée.

### **Article 11- Pouvoirs de l'organe**

S'il n'y a qu'un seul administrateur, la totalité des pouvoirs d'administration lui est attribuée, avec la faculté de déléguer partie de ceux-ci.

Lorsque la société est administrée par plusieurs administrateurs, chaque administrateur agissant seul, peut accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet, sous réserve de ceux que la loi et les statuts réservent à l'assemblée générale.

Chaque administrateur représente la société à l'égard des tiers et en justice, soit en demandant, soit en défendant.

Il peut déléguer des pouvoirs spéciaux à tout mandataire.

### **Article 12 - Rémunération des administrateurs**

L'assemblée générale décide si le mandat d'administrateur est ou non exercé gratuitement.

Si le mandat d'administrateur est rémunéré, l'assemblée générale, statuant à la majorité absolue des voix, ou l'actionnaire unique, détermine le montant de cette rémunération fixe ou proportionnelle.

Cette rémunération sera portée aux frais généraux, indépendamment des frais éventuels de représentation, voyages et déplacements.

### **Article 13 – Gestion journalière**

L'organe d'administration peut déléguer la gestion journalière, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs de ses membres, qui portent le titre d'administrateur-délégué, ou à un ou plusieurs directeurs.

L'organe d'administration détermine s'ils agissent seul ou conjointement.

Les délégués à la gestion journalière peuvent, en ce qui concerne cette gestion, attribuer des

mandats spéciaux à tout mandataire.

L'organe d'administration fixe les attributions et rémunérations éventuelles pour les délégués à la gestion journalière. Il peut révoquer en tout temps leurs mandats.

#### **Article 14 – Contrôle de la société**

Lorsque la loi l'exige et dans les limites qu'elle prévoit, le contrôle de la société est assuré par un ou plusieurs commissaires, nommés pour trois ans et rééligibles.

#### **Titre V. ASSEMBLEE GENERALE**

#### **Article 15 – Tenue et convocation**

Il est tenu chaque année, au siège, une assemblée générale ordinaire le premier jeudi du mois de mai à 18 heures. Si ce jour est férié, l'assemblée est remise au premier jour ouvrable suivant. S'il n'y a qu'un seul actionnaire, c'est à cette même date qu'il signe pour approbation les comptes annuels. Des assemblées générales extraordinaires doivent en outre être convoquées par l'organe d'administration et, le cas échéant, le commissaire, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou sur requête d'actionnaires représentant un dixième du nombre d'actions en circulation. Dans ce dernier cas, les actionnaires indiquent leur demande et les sujets à porter à l'ordre du jour. L'organe d'administration ou, le cas échéant, le commissaire convoquera l'assemblée générale dans un délai de trois semaines de la demande.

Les convocations aux assemblées générales contiennent l'ordre du jour. Elles sont faites par e-mails envoyés quinze jours au moins avant l'assemblée aux actionnaires, aux administrateurs et, le cas échéant, aux titulaires d'obligations convertibles nominatives, de droits de souscription nominatifs ou de certificats nominatifs émis avec la collaboration de la société et aux commissaires. Elles sont faites par courrier ordinaire aux personnes pour lesquelles la société ne dispose pas d'une adresse e-mail, le même jour que l'envoi des convocations électroniques.

Toute personne peut renoncer à la convocation et, en tout cas, sera considérée comme ayant été régulièrement convoquée si elle est présente ou représentée à l'assemblée.

#### **Article 16 – Admission à l'assemblée générale**

Pour être admis à l'assemblée générale et, pour les actionnaires, pour y exercer le droit de vote, un titulaire de titres doit remplir les conditions suivantes :

- le titulaire de titres nominatifs doit être inscrit en cette qualité dans le registre des titres nominatifs relatif à sa catégorie de titres ;
- les droits afférents aux titres du titulaire des titres ne peuvent pas être suspendus ; si seul le droit de vote est suspendu ; il peut toujours participer à l'assemblée générale sans pouvoir participer au vote.

#### **Article 17 – Séances – procès-verbaux**

§ 1. L'assemblée générale est présidée par un administrateur ou, à défaut, par l'actionnaire présent qui détient le plus d'actions ou encore, en cas de parité, par le plus âgé d'entre eux. Le président désignera le secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

§ 2. Les procès-verbaux constatant les décisions de l'assemblée générale ou de l'actionnaire unique sont consignés dans un registre tenu au siège. Ils sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires présents qui le demandent. Les copies à délivrer aux tiers sont signées par un ou plusieurs membres de l'organe d'administration ayant le pouvoir de représentation.

La liste de présences et les rapports éventuels, les procurations ou les votes par correspondance sont annexés au procès-verbal.

Ceux qui ont participé à l'assemblée générale ou qui y étaient représentés peuvent consulter la liste des présences.

#### **Article 18 – Délibérations**

§ 1. A l'assemblée générale, chaque action donne droit à une voix, sous réserve des dispositions légales régissant les actions sans droit de vote.

§2. Au cas où la société ne comporterait plus qu'un actionnaire, celui-ci exercera seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

§3. Tout actionnaire peut donner à toute autre personne, actionnaire ou non, par tout moyen de transmission, une procuration écrite pour le représenter à l'assemblée et y voter en son lieu et place. Une procuration octroyée reste valable pour chaque assemblée générale suivante dans la mesure où il y est traité des mêmes points de l'ordre du jour, sauf si la société est informée d'une cession des actions concernées.

Un actionnaire qui ne peut être présent a en outre la faculté de voter par écrit avant l'assemblée générale.

Ce vote par écrit doit être transmis à la société au plus tard huit jours avant le jour de l'assemblée générale.

Un vote émis par écrit reste valable pour chaque assemblée générale suivante dans la mesure où il y est traité des mêmes points de l'ordre du jour, sauf si la société est informée d'une cession des

actions concernées.

§ 4. Toute assemblée ne peut délibérer que sur les propositions figurant à l'ordre du jour, sauf si toutes les personnes à convoquer sont présentes ou représentées, et, dans ce dernier cas, si les procurations le mentionnent expressément.

§ 5. Sauf dans les cas prévus par la loi ou les présents statuts, les décisions sont prises à la majorité des voix, quel que soit le nombre de titres représentés à l'assemblée générale.

#### **Article 19 – Prorogation**

Toute assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, peut être prorogée, séance tenante, à trois semaines au plus par l'organe d'administration. Sauf si l'assemblée générale en décide autrement, cette prorogation n'annule pas les autres décisions prises. La seconde assemblée délibérera sur le même ordre du jour et statuera définitivement.

#### **TITRE VI. EXERCICE SOCIAL REPARTITION – RESERVES**

##### **Article 20 – Exercice social**

L'exercice social commence le premier janvier et finit trente et décembre de chaque année.

A cette dernière date, les écritures sociales sont arrêtées et l'organe d'administration dresse un inventaire et établit les comptes annuels dont, après approbation par l'assemblée, il assure la publication, conformément à la loi.

##### **Article 21. Répartition – réserves**

Le bénéfice annuel net recevra l'affectation que lui donnera l'assemblée générale, statuant sur proposition de l'organe d'administration, étant toutefois fait observer que chaque action confère un droit égal dans la répartition des bénéfices. A défaut d'une telle décision d'affectation, la moitié du bénéfice annuel net est affectée aux réserves et l'autre moitié est distribuée pour autant que les conditions légales pour la distribution soient remplies.

#### **TITRE VII. DISSOLUTION – LIQUIDATION**

##### **Article 22 - Dissolution**

La société peut être dissoute en tout temps, par décision de l'assemblée générale délibérant dans les formes prévues pour les modifications aux statuts.

##### **Article 23 – Liquidateurs**

En cas de dissolution de la société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, le ou les administrateurs en fonction sont désignés comme liquidateur(s) en vertu des présents statuts si aucun autre liquidateur n'aurait été désigné, sans préjudice de la faculté de l'assemblée générale de désigner un ou plusieurs liquidateurs et de déterminer leurs pouvoirs et émoluments.

##### **Article 24 – Répartition de l'actif net**

Après apurement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation ou après consignation des montants nécessaires à cet effet et, en cas d'existence d'actions non entièrement libérées, après rétablissement de l'égalité entre toutes les actions soit par des appels de fonds complémentaires à charge des actions insuffisamment libérées, soit par des distributions préalables au profit des actions libérées dans une proportion supérieure, l'actif net est réparti entre tous les actionnaires en proportion de leurs actions et les biens conservés leur sont remis pour être partagés dans la même proportion.

#### **TITRE VIII. DISPOSITIONS DIVERSES**

##### **Article 25. Election de domicile**

Pour l'exécution des statuts, tout actionnaire, administrateur, commissaire, liquidateur ou porteur d'obligations domicilié à l'étranger, fait élection de domicile au siège où toutes communications, sommations, assignations, significations peuvent lui être valablement faites s'il n'a pas élu un autre domicile en Belgique vis-à-vis de la société.

##### **Article 26. Compétence judiciaire**

Pour tout litige entre la société, ses actionnaires, gérants, commissaires et liquidateurs relatifs aux affaires de la société et à l'exécution des présents statuts, compétence exclusive est attribuée aux tribunaux du siège, à moins que la société n'y renonce expressément.

##### **Article 27. Droit commun**

Les dispositions du Code des sociétés et des associations auxquelles il ne serait pas licitement dérogé sont réputées inscrites dans les présents statuts et les clauses contraires aux dispositions impératives du Code des sociétés sont censées non écrites.

##### **AUTORISATION(S) PRÉALABLE(S)**

Le notaire a attiré l'attention des comparants sur le fait que la société, dans l'exercice de son objet, pourrait devoir, en raison des règles administratives en vigueur, obtenir des attestations, autorisations ou licences préalables en matière d'accès à la profession.

Les comparants reconnaissent en outre que le notaire soussigné a attiré spécialement leur attention sur la responsabilité découlant de leur qualité de fondateurs et sur les conséquences qu'entraînerait pour eux l'établissement d'un plan financier non réaliste.

##### **DISPOSITIONS FINALES OU TRANSITOIRES**

Les comparants prennent à l'unanimité les décisions

suivantes qui ne deviendront effectives qu'à dater du dépôt au greffe d'une expédition de l'acte constitutif, conformément à la loi.

#### DECLARATION

Les comparants Nous déclarent enfin autoriser la reproduction aux présentes de leur numéro de registre national.

#### DISPOSITIONS TEMPORAIRES

Les fondateurs prennent les décisions suivantes qui ne deviendront effectives qu'à dater du dépôt de l'extrait de l'acte constitutif au greffe du Tribunal de l'Entreprise, lorsque la société acquerra la personnalité morale.

1° - Le premier exercice social commencera lors du dépôt des statuts au greffe du Tribunal de l'Entreprise et se clôturera en décembre deux mil vingt.

2° - La première assemblée générale annuelle se tiendra en mai deux mil vingt et un.

3° L'adresse du siège est située à 1170 Watermael-Boitsfort, clos Joseph Hanse, 6.

4° - Sont désignés en qualité d'administrateurs non statutaires, Monsieur DELCHAMBRE Lionel et Madame SZTALBERG Cécile, prénommés, qui acceptent.

Ils sont nommés jusqu'à révocation et peuvent engager valablement la société sans limitation de sommes.

Le mandat de Monsieur DELCHAMBRE Lionel sera exercé à titre onéreux et celui de Madame SZTALBERG Cécile, sera exercé à titre gratuit.

5° Les comparants ne désignent pas de commissaire.

6° Engagements pris au nom de la société en formation.

I. Reprise des actes antérieurs à la signature des statuts.

II. Reprise des actes postérieurs à la signature des statuts.

L'administrateur reprendra, le cas échéant, dans le délai légal, les engagements souscrits au nom de la société en formation depuis le premier janvier deux mil dix-neuf.

Cependant, cette reprise n'aura d'effet qu'au moment où la société aura acquis la personnalité morale.

Dépôt en même temps, expédition de l'acte.

POUR EXTRAIT ANALYTIQUE CONFORME

Signature : Jean Tytgat, notaire